



USA-RUSSIE. UN SOMMET POUR RIEN ?

Xavier Dupret

Juillet 2021

10.000 signes

Annoncé à grand renfort de communiqués de presse (surtout côté états-unien), le sommet de Genève entre Joe Biden et Vladimir Poutine de juin 2021 a accouché d'une souris. A l'origine, la rencontre entre les deux chefs d'Etat aurait dû arrondir les angles à propos de tous les sujets qui fâchent, du conflit avec l'Ukraine au sort d'Alexeï Navalny en passant par le délicat chapitre des capacités de cyberattaques russes.

Au bout de quatre heures, les échanges ont permis de conclure que...rien n'était conclu entre les Etats-Unis et la Russie. Tout au plus, une légère décrispation a-t-elle résulté de ces rencontres. C'est ainsi que les diplomates des deux pays, qui avaient été rappelés au plus fort des tensions entre Washington et Moscou, retrouveront leurs ambassades respectives. Cette rencontre, qui s'est terminée par deux conférences de presse séparées, constitue un échec pour la politique étrangère de Joe Biden car jamais les désaccords n'ont, dans le fond, été si nombreux entre le Kremlin et la Maison-Blanche.

Objectif Pékin

Avant toute chose, on prendra soin de préciser que cette rencontre revêtait un caractère essentiel pour la stratégie de Washington face à Pékin. En effet, le rapprochement souhaité avec Vladimir Poutine procédait avant toute chose du projet d'isoler la Chine. Un binôme sino-russe s'est formé avec le temps et le pari de Joe Biden visait à casser cette dynamique de rapprochement. Pour ce qui est de la focalisation sur la Chine, plus aucun doute n'est aujourd'hui permis. On en voudra pour preuve le fait qu'à l'issue du sommet de l'Otan, qui s'est tenu à Bruxelles le 14 juin 2021, le président américain a pu rallier ses alliés occidentaux à la thèse du « péril jaune 2.0 ». En désignant dans son communiqué de presse final la Chine comme « défi systémique »¹ pour l'ordre mondial, l'OTAN pointe, en réalité, du doigt deux facteurs de puissance qui ont jusqu'à présent bénéficié à la Chine.

D'un côté, il y a la prodigieuse croissance économique de la Chine depuis les années 1980 dont les effets sont sans équivalents dans l'histoire de l'humanité. Les chiffres sont particulièrement impressionnants. En 1989, la population chinoise était la plus importante au monde, mais son produit intérieur brut (PIB) se classait en neuvième position. Une génération plus tard, l'économie chinoise était, en 2014, la deuxième au monde juste derrière les Etats-Unis. Entre 1989 et 2014, le PIB nominal chinois a été multiplié par 24.

En 2028, le Produit intérieur brut (PIB) nominal de la Chine devrait dépasser celui des Etats-Unis². Pour l'heure, les statistiques économiques montrent un retour en force de la production en Chine. De mai 2020 à mai 2021, la production industrielle chinoise a crû de 8,8%. On pourrait rétorquer que choisir 2020 comme année de référence déforme les perspectives dans la mesure où à cette époque, la production chinoise s'était, confinement oblige, effondrée. Pour se convaincre du regain de la production industrielle en Chine, il suffit de sélectionner l'année 2019 comme point de départ pour établir nos comparaisons. On s'aperçoit alors que la production industrielle chinoise a

¹ Le Monde, « Pour l'OTAN, la Chine représente désormais un « défi systémique » pour l'ordre mondial », édition mise en ligne le 15 juin 2021. Url : shorturl.at/diqL4. Date de consultation: 16 juin 2021.

² Nikkei Asia, « China gains momentum in race to overtake US economy », édition mise en ligne le 1^{er} mars 2021. Url : shorturl.at/mnwN6. Date de consultation: 13 juin 2021

progressé de 6,6% en deux ans à partir de mai 2019. Au total, la croissance de l'économie chinoise sera de 8,5% en 2021³.

En comparaison, l'utilisation des capacités du secteur industriel aux Etats-Unis était, en avril 2021, de l'ordre de 75,1 %, un taux inférieur de 4,5 points de pourcentage à sa moyenne de long terme (1972-2020)⁴. Il reste donc bien du chemin à parcourir aux Etats-Unis pour dépasser le choc qu'a représenté la pandémie. On comprendra, dans ces conditions, que l'action de Joe Biden se situe, en ce qui concerne la guerre commerciale avec la Chine, dans le droit fil de la politique trumpiste. C'est ainsi que la nouvelle administration en place à Washington a laissé en place les droits de douane édictés par Donald Trump touchant les produits chinois, quitte, d'ailleurs, à s'exposer aux critiques d'une partie du monde des affaires aux Etats-Unis⁵.

Le rapprochement de la Chine du maître américain dans la hiérarchie économique mondiale semble constituer un mouvement inexorable. D'ailleurs, pour certains observateurs, la Chine a déjà dépassé les Etats-Unis. Lorsque l'on considère le PIB à parité de pouvoir d'achat (qui reflète la différence de valeur d'un dollar dans les deux pays), la Chine devance les Etats-Unis depuis 2014⁶.

D'un point de vue davantage qualitatif, la puissance économique chinoise place aujourd'hui les Etats-Unis en position de dépendance structurelle. Par exemple, les USA sont peu dépendants de leur commerce extérieur puisque ce dernier ne représentait que 18% de leur PIB l'année dernière. De surcroît, la part des importations chinoises représentait 0,6% du PIB des Etats-Unis (soit 8,7% du total des importations de l'Oncle Sam). Cependant, une rupture complète des relations économiques entre la Chine et les Etats-Unis, sur le mode de la guerre froide qui a opposé Moscou à Washington de 1945 à 1991, entraînerait de terribles pénuries pour des marchandises qui ne sont plus produites aux Etats-Unis ou chez leurs alliés européens et asiatiques⁷.

³ Bloomberg, « China's Recovery Steadies as Economy Slowly Starts to Rebalance », édition mise en ligne le 16 juin 2021. Url : shorturl.at/vFMZ3. Date de consultation: 17 juin 2021.

⁴ Fed, Industrial Production and Capacity Utilization: The 2021 Annual Revision, G17 (419) 2021 Historical and Annual Revision, 28 mai 2021, p.24.

⁵ Financial Times, « Persistence of Donald Trump's China tariffs frustrates US business », édition mise en ligne le 2 juin 2021. Url: <https://www.ft.com/content/fb775a22-eea5-44b4-8643-16c3f40a5d02>. Date de consultation: 4 juin 2021.

⁶ La Tribune, « La Chine est-elle déjà la première puissance mondiale ? », édition mise en ligne le 9 septembre 2020. Url: shorturl.at/gDIP3. Date de consultation: 15 juin 2021.

⁷ Courrier International, n°1597 du 10 au 16 juin 2021, p.26.

Coopération sino-russe

En ce qui concerne la puissance militaire, la Chine ne boxe clairement pas dans la même catégorie que les Etats-Unis. Cela dit, les budgets que la Chine consacre à son armement croissent d'année en année tant et si bien qu'au rythme actuel, d'ici 10-15 ans, la puissance militaire des Etats-Unis représentera un peu plus de 3 fois celle de la Chine. A titre de comparaison, ce différentiel est actuellement beaucoup plus important. En 2015, les capacités militaires de la Chine représentaient, pour mémoire, moins de 10% de celles des Etats-Unis⁸.

En attendant, Pékin doit compter sur Moscou pour solidifier sa défense. Ce rapprochement procède d'une certaine forme de division du travail entre la Russie et la Chine.

En schématisant le raisonnement, on pourrait dire que le volet économique de la puissance à l'intérieur du binôme sino-russe est le fait de Pékin tandis que les capacités militaires se trouvent du côté russe. Par exemple, l'arsenal nucléaire russe, en raison de l'héritage de la Guerre froide, se rapproche de celui Etats-Unis. En 2018, la Russie disposait de 1.600 ogives nucléaires contre 1.750 côté américain. La Chine accusait un retard certain dans ce domaine avec un total de 270 bombes atomiques. C'était moins que la France qui en comptait 300⁹.

En décembre de l'année dernière, Vladimir Poutine n'excluait pas à l'avenir de forger une alliance militaire avec la Chine. Pour l'heure, Moscou se satisfait de la coopération militaire telle qu'elle existe entre les deux géants asiatiques (la Russie est, en effet, située en Asie à raison des 3/4 de sa superficie). Les échanges entre Moscou et Pékin permettent à la Russie de développer son industrie d'armement et d'en tirer de confortables revenus d'exportation. En tout état de cause, si les tensions devaient s'aggraver entre Washington et Pékin, les Occidentaux redoutent qu'une alliance stratégique entre la Chine et la Russie ne constitue le pendant en Asie de l'Otan. Voilà pourquoi Joe Biden désirait se rapprocher de la Russie.

Instrumentalisation

La presse *mainstream* n'a cessé de pointer l'incontestable échec qu'a représenté ce sommet. Parmi les raisons mises en avant, la question des droits humains revient sans cesse.

⁸ Courrier International, op.cit, p.35.

⁹ Stockholm International Peace Research Institute, 2018.

Nul doute, à ce propos, que la Russie n'est pas une démocratie libérale (on peut, d'ailleurs se demander si elle le fut jour, y compris sous Boris Eltsine). Il est, en tout cas, pour le moins malvenu d'attribuer à l'importante problématique des droits humains un caractère à ce point déterminant dans la détérioration des relations russo-américaines. En dépit des intentions de Joe Biden visant à ramener les droits humains sur la scène internationale, « l'affichage des ambitions se cogne à la réalité de l'exercice diplomatique : l'absolue nécessité de passer des compromis avec ceux qui n'ont pas nos valeurs »¹⁰. Par exemple, Joe Biden n'a, jusqu'à présent, jamais évoqué la question des violations des droits humains en Egypte lors de ses conversations avec le président Sisi. Au contraire, ce dernier a été récemment sollicité comme un allié par Washington pour ce qui concerne la question palestinienne.

Voilà pourquoi sans doute les Etats-Unis continuent à exporter des armes en Egypte, au grand dam, d'ailleurs, de la presse progressiste états-unienne et de l'aile gauche du Parti Démocrate¹¹. De manière sans doute plus emblématique encore, l'intensification de la coopération entre les Etats-Unis et l'Inde de Narendra Damodardas Modi s'est produite dès l'entrée en fonction de Joe Biden, et ce, alors que la politique du gouvernement indien avait déjà institutionnalisé l'islamophobie et la discrimination religieuse¹². Mais entre New Delhi et Pékin, le torchon brûle depuis longtemps. Ces tensions constituent une opportunité diplomatique de premier plan pour Washington. Bref, derrière les Droits de l'Homme, il y a une stratégie de puissance dans le chef des États-Unis. Ce constat n'entraîne évidemment pas une nullité de la cause des droits humains en tant que telle. Il renvoie davantage à un appel à la raison critique face à des risques d'instrumentalisation.

Les raisons du fiasco

Plus profondément, l'échec du rapprochement entre la Russie et les occidentaux procède de profonds facteurs structurels qui resteront déterminants à l'avenir. La dépendance de l'économie russe à l'égard des hydrocarbures est bien connue. En 2019, la filière des hydrocarbures représentait plus de 58% des recettes d'exportation de la Russie¹³.

¹⁰ Le Monde, « Joe Biden entre droits de l'homme et realpolitik », édition mise en ligne le 10 décembre 2020. Url : shorturl.at/hkoqH. Date de consultation 17 avril 2021.:

¹¹ Mother Jones, « Biden Promised to Crack Down on Egypt's Dictator. Why Is the President Still Sending Him Weapons? », édition mise en ligne le 30 avril 2021. Url: shorturl.at/ghqOY. Date de consultation : 11 juin 2021.

¹² Time, « How Long Will Joe Biden Pretend Narendra Modi's India Is a Democratic Ally? », édition mise en ligne le 15 février 2021. Url : <https://time.com/5939510/joe-biden-india-democracy/>. Date de consultation: 18 juin 2021.

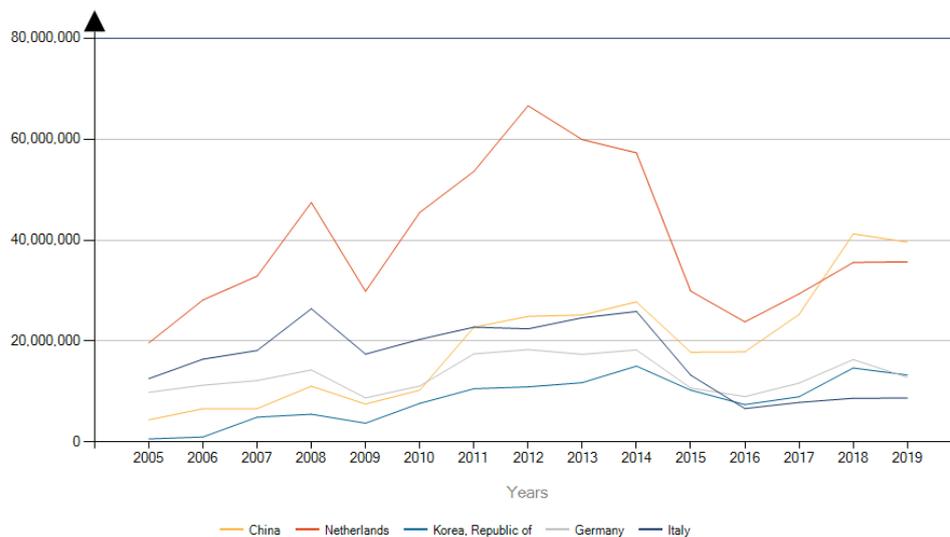
¹³ The Observatory of Economic Complexity (OEC), Russia, Url: <https://oec.world/en/profile/country/rus>. Date de consultation: 18 juin 2021.

Or, la politique de transition énergétique de l'Union européenne va, à l'avenir, faire pression à la baisse en ce qui concerne les importations de la filière énergétique russe. Cet état de choses ne peut que renforcer les liens de Moscou avec la Chine, et plus largement, l'Asie.

En 2019, la Russie avait vendu des hydrocarbures et des dérivés du pétrole au reste du monde pour 220,845174 milliards de dollars. L'Union européenne avait importé, cette année-là, des hydrocarbures russes à raison de 111,469006 milliards de dollars et le reste du monde (en ce compris, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne) 109,376168 milliards¹⁴.

On constate un léger avantage en faveur de l'Union européenne. Cependant, la place de l'Asie est, depuis une quinzaine d'années, grandissante en ce qui concerne les exportations russes d'hydrocarbure.

LES 5 PREMIERS ACHETEURS DE PETROLE ET DE GAZ RUSSE DE 2005 A 2019 (unité : MILLIARDS DE DOLLARS)



Source : ITC Trade Map, Url : shorturl.at/jyHV3. Date de consultation: 18 juin 2021.

Depuis 4 ans, la Chine est devenue le premier acheteur de pétrole et de gaz russe. Les Chinois ont dépassé les Pays-Bas en 2017. Jusque là, Rotterdam était le premier client de la Russie. Pour la troisième place du podium, la Corée du Sud a récemment dépassé l'Allemagne.

¹⁴ ITC Trade Map, Url : shorturl.at/jyHV3. Date de consultation: 18 juin 2021.

Sur la base de ce graphique, on peut prévoir que la place de l'Union européenne dans les exportations russes d'hydrocarbures diminuera encore à l'avenir. La transition européenne pourrait se traduire *in fine* par un renforcement des relations économiques de Moscou avec l'Asie. C'est vraisemblablement pour cette raison que le projet de gazoduc Nord Stream 2 reliant l'Allemagne à la Russie a reçu l'imprimatur des autorités américaines¹⁵.

A contrario, si la Chine devait accélérer sa transition énergétique, on peut paradoxalement anticiper un raffermissement des liens entre Moscou et Pékin. Les exportations de matériel militaire russe à destination de la Chine, pour lequel il n'existe aucun débouché en Europe occidentale qui n'importe pas d'armes russes, seraient alors susceptibles de s'intensifier.

En réalité, la Russie s'est détachée de l'Occident depuis plus longtemps qu'on ne le pense. Les sanctions contre la Russie édictées par les Occidentaux au plus fort de la crise ukrainienne en 2014 ont été largement inefficaces dans la mesure où elles ont permis, en réalité, un redéploiement de l'industrie agroalimentaire nationale russe. Par conséquent, on constate dès lors « que certains pays de l'Union européenne voient leur part dans le commerce avec la Russie reculer substantiellement. C'est en particulier le cas de la France et de la Pologne, deux pays qui ont été frappés par les « contre-sanctions » visant les productions agricoles et agro-alimentaires prises par la Russie en rétorsion aux sanctions dont elle était la cible »¹⁶.

Ce n'est pas le seul domaine dans lequel les sanctions ont exercé *in fine* un effet de stimulation de la production locale par substitution aux importations. Les sanctions ont exercé une pression à la baisse sur le pouvoir d'achat en dollar de la population russe. Dès lors, puisqu'il leur était plus difficile de se rendre à l'étranger, les touristes russes ont privilégié leur propre pays. A vrai dire, le niveau de vie de la population russe est davantage dépendant des cours du pétrole et du gaz. L'actuelle remontée du baril invalide *a priori* l'hypothèse de troubles sociaux, éventuellement susceptibles de provoquer une alternance politique. Là encore, Moscou bénéficie d'une importante marge de manœuvre face aux Occidentaux.

¹⁵ The New Statesman, "Why Joe Biden has been forced to accept Russia and Germany's energy relationship", date de mise en ligne: 17 juin 2021. Url: [shorturl.at/HMU17](https://www.shorturl.at/HMU17). Date de consultation: 18 juin 2021.

¹⁶ Sapir, Jacques, « L'impact des mesures politiques sur le commerce avec la Russie », blog RussEurope-en-Exil, édition mise en ligne le 13 mars 2018. Url : [shorturl.at/aevAH](https://www.shorturl.at/aevAH). Date de consultation: 18 juin 2021.

Au total, l'effet des sanctions occidentales sur la Russie peut être considéré comme à peu près nul. La balance des paiements de la Russie est systématiquement positive depuis 2013. Elle n'a jamais été inférieure à 24,469 milliards de dollars (donnée établie pour l'année 2016). En 2018, la balance des paiements de la Russie présentait l'excédent le plus important depuis 1994 (115,68 milliards de dollars¹⁷).

De surcroît, la Russie s'est lancée dans la dédollarisation de ses actifs et de ses réserves en guise de réponse aux sanctions américaines. C'est ainsi que le fonds souverain russe s'est récemment séparé de ses actifs en dollars qui représentaient, au début du mois de juin de cette année, « 35 % de ses capitaux liquides, soit 41 milliards de dollars. A terme la répartition par devise étrangère du fonds fera la part belle à l'euro (40 %) puis au yuan (30 %), à l'or (20 %), au yen (5 %) et à la livre sterling (5 %) »¹⁸. On notera évidemment l'impressionnante deuxième place du yuan pour 30% de ce panel de devises alors que la devise chinoise ne représente, pour l'heure, que 2% des réserves de change dans le monde¹⁹.

Cette décision ô combien emblématique a été adoptée une petite dizaine de jours avant le sommet Biden-Poutine. Jamais, en fin de compte, les Occidentaux n'ont eu finalement si peu de prise sur la Russie. La rencontre entre Vladimir Poutine et Joe Biden leur a peut-être permis de s'en rendre compte...

¹⁷ Banque mondiale, Current account balance (BoP, current US\$) - Russian Federation. Url : shorturl.at/jBINO. Date de consultation: 18 juin 2021.

¹⁸ Les Echos, « La Russie accélère sa dédollarisation », édition mise en ligne le 3 juin 2021. Url: shorturl.at/dlGS2. Date de consultation : 14 juin 2021.

¹⁹ Chine Magazine, « Le yuan, troisième plus grande monnaie de réserve d'ici 2030 », édition mise en ligne le 7 septembre 2020. Url: shorturl.at/ptCPW. Date de consultation: 12 juin 2021.